



«Conditions de travail»

Sylvie Tardif de COMSEP¹, Trois-Rivières



Tout a commencé... lorsque je n'avais encore que quelques jours. À l'hôpital, mon père, qui me tenait dans ses bras, croisa une religieuse. En me regardant, celle-ci s'exclama: «On en fera sûrement une soeur missionnaire!» Mon père n'en croyait pas ses oreilles: enfin une missionnaire dans la famille. Ainsi, depuis que je travaille dans le communautaire, il demeure convaincu que je suis l'élue, celle qui a La vocation! Selon lui, ça ne peut être autre chose. Comment une personne peut-elle travailler des heures et des heures sans être rémunérée? Comment une personne peut-elle s'entasser dans un bureau de 10 pieds par 12

avec cinq autres de ses collègues sans se plaindre? Et puis, comment peut-elle accepter un salaire qui se situe juste au-dessus du seuil de la pauvreté? Selon lui, seule une personne qui a reçu l'Appel du ciel répond à cette description! Qui d'autre peut cumuler autant de tâches pour un même poste? Spécialiste en comptabilité, spécialiste en publicité et communications (ça ne

nuit pas pour les médias), spécialiste en lobbying (ça ne nuit pas non plus pour les subventions), experte en relations humaines (ça aide pour régler certains conflits), représentante auprès des députés, ministres et, finalement... intervenante en alphabétisation.

Parce que voyez-vous, travailler dans le mouvement communautaire ça n'exige peut-être pas la Foi, mais il faut certainement croire énormément! Le plus difficile, je crois, c'est le manque de sécurité d'emploi, l'impossibilité aussi d'assurer nos «vieux jours». Ce n'est pas la Régie des rentes du Québec qui réussira à nous faire vivre quand

nous aurons 55-60 ans. Et puis les éternelles questions qui reviennent: si je suis malade, qui animera les ateliers d'alphabétisation? COMSEP n'ayant pas suffisamment d'argent pour engager quelqu'une d'autre pendant mon absence, pourra-t-il encore cette année m'offrir un contrat? Et puis combien de temps ce contrat durera-t-il: 20, 30, 40 ou 52 semaines? Seul le gouvernement peut répondre à cette question. Vingt semaines, c'est un peu mince quand tu désires emprunter à une institution bancaire pour une voiture ou une maison.

Il faut aussi des nerfs d'acier puisque le manque de liquidités est toujours présent. Semaine après semaine, on ne sait jamais si on aura l'argent nécessaire pour payer les salaires, les retenues fiscales, le matériel pédagogique, les fournisseurs, etc. Nos subventions arrivent trop souvent en retard.

Le financement d'un congé de maternité constitue un autre problème majeur pour une femme qui travaille dans un organisme d'alphabétisation, puisque la masse salariale annuelle du groupe est insuffisante pour assumer le contrat de la travailleuse et celui de sa remplaçante. L'an dernier à COMSEP, sur neuf permanentes, quatre nous ont fait l'immense joie de nous donner de futurs militants et militantes. Par contre, pour les remplacer pendant cette période, nous avons dû faire appel à des bénévoles et à des stagiaires. Malgré toute leur disponibilité et toute leur bonne volonté, ces personnes ont dû être encadrées, ce qui a eu pour effet de surcharger le reste de l'équipe pendant cette

période. La militance a tout de même ses limites, ne serait-ce qu'en termes d'investissement de temps. Comprendons-nous bien, la maternité n'est pas en soi un problème. C'est un immense bonheur; c'est plutôt l'absence de politiques familiales et le sous-financement des organismes qui constituent des problèmes. De plus, la peur du «burn out» ou de toute autre maladie de longue durée demeure toujours présente. C'est une épée de Damoclès qui pend au-dessus de nos têtes. L'organisme n'a pas non plus les moyens de nous payer une assurance-salaire qui nous aiderait pendant cette période de maladie.

Mais malgré tout ça, pourquoi continuons-nous à travailler dans ce milieu?

Nous avons toutes eu à un moment ou un autre la possibilité de changer de travail et souvent pour un salaire plus élevé; alors, pourquoi choisir le «communautaire»?

La réponse est simple: la plupart d'entre nous adorons ce travail, parce que plus qu'un emploi, c'est un choix de vie. Les valeurs véhiculées par le mouvement populaire sont des principes auxquels les intervenantes et intervenants adhèrent dans leur propre vie. La solidarité et l'entraide sont très présentes dans nos instances. L'impression de participer avec des gens à faible revenu à une démarche collective afin d'améliorer la société, nous amène à poursuivre des activités plus souvent qu'autrement bénévoles. La flexibilité quant aux choix de nos interventions, et la possibilité de créer des alternatives au réseau dit officiel, nous amènent

à nous dépasser au niveau pédagogique.

Ce n'est pas non plus un hasard si le milieu de l'alphabétisation populaire est formé presque exclusivement de femmes. Au travail comme ailleurs, l'attrait primordial pour les femmes a toujours été la possibilité de relations humaines intéressantes et cela, malheureusement, au détriment de l'aspect économique. Depuis des générations et des générations, l'éducation, la relation d'aide et le don de soi ont souvent été le lot des femmes. Aussi progressistes que nous désirions l'être, nous ne pouvons renier aussi facilement nos origines. Il s'agit là sûrement d'une raison supplémentaire pour expliquer notre présence en si grand nombre. Le mouvement nous rejoint jusque dans nos «tripes».

Dans le fond, le sous-financement représente le seul problème majeur en alphabétisation populaire. Quant au reste, on y retrouve beaucoup plus d'aspects positifs que négatifs. En fait, c'est quand on sort à l'extérieur du mouvement populaire qu'on a l'impression de nager à contre-courant, de sortir d'une bulle...

La prochaine fois qu'on me demandera un texte sur les conditions de travail, je pourrai donner la version de ma mère en ce qui concerne mon engagement social. Elle demeure convaincue que j'ai hérité ça de mon père, qui s'est dépensé corps et âme dans le syndicalisme. Tout a commencé...!

1. Centre d'organisation mauricien de services en éducation populaire.